

STÉPHAN SBERRO AND
RONALD N. HARPELLE, EDITORS

LANGUAGE
— AND —
POWER

A LINGUISTIC
REGIME FOR
NORTH AMERICA

Language and Power

A Linguistic Regime for North America

Lengua y Poder

Un régimen lingüístico para América del Norte

Langue et Pouvoir

Un régime linguistique pour l'Amérique du Nord

Stéphan Sberro

and

Ronald N. Harpelle

Editors/Editores/sous la direction de

Language and Power: A Linguistic Regime for North America

Foreword	
Stéphan Sberro	1

SECTION 1: THEORETICAL APPROACHES TO LANGUAGE AND POWER IN NORTH AMERICA

Metaphysics of Language and Power in International Relations	
James Robinson	11
Relaciones entre lenguas y políticas lingüísticas en la globalización	
Rainer Enrique Hamel	28
Lengua y poder en relaciones internacionales, una perspectiva económica	
Jordi Bacaria Colom	54
Endnotes	75

SECTION 2: LANGUAGE MANAGEMENT IN THE NORTH AMERICAN REGIONAL BLOCK

La gestión de la diversidad	
Dora Pellicer	81
Linguistic Boundaries: NAFTA and the Language Governance	
Stéphan Sberro	99
Trilingual Interpretation of Treaties: WTO Lessons for NAFTA	
Bradly J. Condon	110
Endnotes	122

SECTION 3: PLURILINGUISM OR ENGLISH AS A LINGUA FRANCA IN NORTH AMERICA

Mondialisation, minorités linguistiques et dominance de l'anglais	
Rodrigue Landry	137

Canada and the Americas Ronald N. Harpelle	162
Endnotes	180

SECTION 4: A FUTURE FOR SPANISH IN NORTH AMERICA?

México entre el español y el inglés Larisa Argüero Mendoza	187
El Español como Poder Suave: La Misión Cultural Inconclusa de México en Norteamérica.” César Villanueva Rivas	200
Multilingüismo y educación: El caso de los migrantes mexicanos en Estados Unidos Nadjeli Babinet y Adrián Hernández	211
Endnotes	228

SECTION 5: OTHER EXPERIENCES FOR NORTH AMERICA IN LANGUAGE MANAGEMENT

Recomposiciones étnicas y construcción nacional: el portugués y las lenguas indígenas en Brasil Augusto Marcos Fagundes Oliveira	235
La diplomacia cultural china: ¿clave en la transformación de China de un “Estado ermita a un imán cultural en el siglo XXI”? Laura Rubio Díaz-Leal	249
En internet por el mundo y sus idiomas Luz Ma. Silva	262
Langue, pouvoir, et l’économie dans le nord canadien: La communauté francophone du Nord-Ouest de l’Ontario Chris Soutchott	281
Endnotes	302

Relaciones entre lenguas y políticas lingüísticas en la globalización

*Rainer Enrique Hamel*³³

Résume

De nos jours, il y a environ 6,500 groupes ethnolinguistiques dans le monde, qui sont distribués dans un espace de moins de 200 états souverains. Ces nombres montrent pourquoi, l'idée d'état unilingue et uni-culturel n'est rien qu'une simple utopie.

Pendant les dernières décennies, les tendances du changement linguistique sont devenues plus fortes. D'une part, le processus de déplacement et d'extension de quelques langues parlées par des minorités s'est accru considérablement. D'autre part, l'expansion de l'anglais comme la seule langue utilisée en a déplacé d'autres internationalement. Ces tendances sont un reflet du processus de mondialisation.

Dans les relations internationales, la langue anglaise progresse très rapidement. Même quand la plupart des grandes organisations internationales ont gardé un système multilingue, l'égalité parmi elles est moins formelle, puisque l'anglais accroît son rôle en tant que principale langue parlée. L'utilisation de l'anglais comme la langue principale des publications universitaires et des conférences est sur le point de passer de la prédominance au monopole.

La politique de la langue est un terme qui a d'habitude décrit un domaine d'étude aussi bien qu'une forme d'intervention gouvernementale. La politique de la langue en tant qu'intervention fait partie des politiques publiques de l'État dont les actions devraient toujours s'appuyer sur des études conduites antérieurement, basées sur un cadre conceptuel, et être compatible avec les politiques correspondantes et le programme. Ce domaine a été particulièrement important après le processus de décolonisation au XIX siècle. C'est un processus qui implique l'intervention explicite de l'État pour changer le cours naturel d'une langue déterminée.

Ces actions de planification, peu importe comment elles sont techniquement définies, n'ont pas réussi. La limitation de ces mesures au seul domaine d'action de l'État a ignoré le fait que les mesures les plus efficaces sont impulsées par les forces sociales. La politique de la langue est une vue très limitée et devrait être considérée comme des processus historiques de changement social des multitudes linguistiques.

Tant dans le cas du déplacement que dans celui de la disparition possible de la majorité des langues du monde et dans le cas de l'expansion d'anglais, nous assistons aux transformations idéologiques des acteurs divers et à un changement social de la constellation des langues. Le déplacement de langues consiste dans le processus de minoration des langues indigènes en réduisant leur prestige et fonctionnalité. Les politiques dans les domaines de l'éducation, de la justice, de la communication et de la santé contribuent à ce processus. Sous toute cette pression, les locuteurs indigènes d'une langue donnée décident de commencer à limiter l'utilisation la langue à eux et, dans quelques cas, ils décident même de ne pas la transmettre à leurs enfants pour leur faciliter des choses.

L'expansion de l'anglais représente un processus de déplacement pour d'autres langues à un niveau international. Supporté par le pouvoir économique, politique, militaire et culturel des États-Unis, l'anglais prédomine comme la langue de communication internationale. Les individus bilingues représentent un élément important dans les relations entre les langues. La plupart des temps, la langue étrangère qu'ils veulent apprendre refléteront les relations de pouvoir parmi des langues.

L'anglais se situe au centre du système international et autour de lui, on trouve quelques autres langues centrales comme le français, l'espagnol, le chinois, le portugais, l'arabe, l'allemand et le russe. Ces langues ont la caractéristique commune d'avoir été les langues d'empires coloniaux.

Une langue doit assurer certaines fonctions de base à une personne, par exemple dans le domaine de l'éducation ou de la communication. Pour une personne dont la langue maternelle n'est pas une langue majeure un nouveau problème surgit: il doit trouver une autre langue qui l'aide à satisfaire tous ses besoins sociaux et de communication. Pour un locuteur anglais, tous les besoins peuvent être satisfaits sans qu'il ait à apprendre une autre langue.

En réaction aux processus de déplacement de langues minoritaires et à l'expansion de l'anglais, langue centrale, beaucoup de mouvements de résistance se sont développés. On perçoit l'expansion de l'anglais de diverses façons. Selon certains, sa prédominance rend les communications plus faciles dans des domaines comme la recherche scientifique. Cependant, la prédominance de l'anglais entraîne des coûts pour certains secteurs sociaux qui doivent promouvoir l'apprentissage de l'anglais. La suprématie de l'anglais cause l'inégalité et appauvrit la diversité culturelle et l'hétérogénéité de la société.

Il ne faut pas oublier que l'influence est très importante pour la transmission d'une langue et dans ce cas nous ne devons pas oublier la

prédominance économique et militaire des États-Unis. Cependant, d'autres commentateurs soutiennent que l'anglais est déjà devenu une langue indépendante et internationale qui appartient à la fois à personne et à tout le monde. Le succès d'une politique linguistique dépend d'une très vaste gamme de facteurs. Contrairement au point de vue technocratique qui met l'accent sur la planification, les solutions techniques et la mise en œuvre rigoureuse, la clé [du succès] réside dans la façon dont ces mesures sont introduites et adoptées dans un certain environnement sociopolitique et culturel.

Summary

Nowadays, there are around 6,500 ethno-linguistic groups in the world that are distributed in the space of fewer than 200 sovereign states. These numbers show why the idea of a monolingual and monoculture state is nothing but a mere utopia.

During the last decades, tendencies of linguistic change have become deeper. On one hand, the process of displacement and the extension of some languages spoken by minorities have increased considerably. On the other hand, the expansion of English as the only language used internationally has displaced others. Both of these tendencies are a reflection of the globalization process.

In international relations, the English language is advancing very quickly. Even when most of the big international organizations have kept a multilingual system, the equality among them is less formal, since English is increasing in its role as the main spoken language. The use of English as the main language of academic publications and conferences is about to change from predominance into a monopoly.

Language politics is a term used to describe a field of study as well as a form of governmental intervention. Language politics as intervention is part of the state's public policies; the state's actions should always be sustained by previously conducted studies based on a conceptual framework and compatible with the corresponding policies and planning. This field was especially important after the process of decolonization in the nineteenth century. It is a process that involves the explicit intervention of the state for changing the natural course of a determined language.

These planning actions, no matter how technically defined they were, have not been successful. Confining these measures only to the state's field of action has ignored the fact that the most effective measures are the ones impelled by social forces. This reflects a very limited view, and language politics should be regarded as in the context of historical processes of social

change through the linguistic constellations.

Both in the case of the displacement and the possible disappearance of the majority of the world's languages and in the case of the expansion of English, we find ourselves facing ideological transformations of the diverse actors and a change in the constellation of languages. The displacement of languages consists of a process of minimizing the indigenous languages, thus reducing their prestige and functionality. Policies in the fields of education, justice, communication, and health contribute to this process. Under all this pressure, the native speakers of a certain language decide to start limiting the use of their own language and, in some cases, they even decide not to transmit it to their children in order to make things easier for them.

The expansion of English represents a process of displacement for other languages at an international level. Supported by the economic, political, military, and cultural power of the United States, English predominates as the language of international communication. One very important element in the linkage between languages is represented by bilingual individuals. Most of the time, the foreign language they choose to learn will reflect the power relations among languages.

English is positioned in the center of the international system and, around it, there are some other central languages such as French, Spanish, Chinese, Portuguese, Arabic, German, and Russian. These languages have the common feature of having been used as languages of colonial empires.

There are certain basic functions a language must fulfill for a person—for example, in the education field and, of course, helping to communicate. For a person whose native language is not a major language, a new problem arises: he must find another language that helps him to satisfy all his social and communicative needs. For an English speaker, all of the needs can be satisfied without having to learn another language.

As a response to the processes of displacement of minority languages and the expansion of English as a central language, many movements of resistance have been created. There are different perceptions about the expansion of English: for some, its predominance makes communicating in fields such as scientific research easier. However, the predominance of English entails costs to some social sectors that have to promote the learning of English. The predominance of English foments inequality and impoverishes the cultural diversity and heterogeneity of the society.

One must not forget that the agent is very important for the transmission of a language and, in this case, we must not overlook the economical and military predominance of the United States. However, other versions of the language suggest that English has already become an independent and international language that belongs to nobody and, at the same time, belongs to everyone.

How successful the language politics that result will be is related to a very wide range of factors. Unlike the technocratic point of view that emphasizes planning, technical solutions, and rigorous implementation, the key lies in the way these measures are inserted and adopted by a certain sociopolitical sector and in a given cultural environment.

Introducción

Puede ser de pocos renglones donde explicas el propósito de tu artículo y como se inserta en una reflexión global sobre las lenguas y el poder en América del Norte. Donde también explicas la progresión lógica entre las 4 partes.

1. Las lenguas del mundo y su dinámica: desplazamiento de lenguas minoritarias y expansión del inglés

El siglo XXI se inició sin haber resuelto de manera satisfactoria una preocupación central bastante antigua de la humanidad: ¿Cómo lograremos una convivencia más pacífica y justa que en el pasado entre diferentes pueblos, etnias, grupos lingüísticos y culturales en espacios compartidos?³⁴ Hoy en día contamos con alrededor de 6.500 grupos y pueblos etno-lingüísticos en el mundo que comparten los espacios físicos y políticos de menos de doscientos Estados soberanos. Por lo tanto, el Estado monolingüe y mono-cultural es una utopía en el mundo actual, aunque este ideal exista todavía muy vigorosamente en las ideologías y políticas occidentales. A la diversidad lingüística territorial que ha evolucionado a lo largo de la historia – México cuenta con 64 lenguas indígenas y 340 variedades dialectales, Nueva Guinea con más de 700 y la India con más de 1.600 lenguas – se le añade la multiplicidad lingüística moderna causada por la migración: en el Gran Londres se hablan más de 260 lenguas, en el área de Toronto, Nueva York o San Francisco la diversidad lingüística es similar.

Durante los últimos decenios se profundizaron dos grandes tendencias de cambio lingüístico que emergieron subrepticamente desde comienzos del siglo XX. Por un lado, el proceso de desplazamiento y extinción de lenguas minoritarias que aumentó considerablemente. Por otro lado, la expansión del inglés como única lengua plenamente mundial que desplaza a las otras lenguas internacionales. Las dos tendencias son componentes de la globalización, consecuencia de la cada vez mayor concentración del poder económico y político y de la creciente interconexión comunicativa y mediática de la era digital.

El proceso histórico de desplazamiento y muerte de las lenguas

minoritarias se ha acelerado en una curva exponencial desde mediados del siglo XX. Cada dos semanas muere una lengua (Hagège 2000).³⁵ Si continúan operando las actuales tendencias y la dinámica de desplazamiento lingüístico como hasta ahora, entre el 70% y el 90% de las lenguas del mundo habrá desaparecido al finalizar el siglo XXI (Hale 1992, Krauss 1992). La desaparición de una lengua afecta en primer lugar y en múltiples maneras a quienes la han hablado como lengua materna. Pero concierne también al conocimiento humano en su conjunto, ya que la desaparición de cada una de las lenguas del mundo es considerada como pérdida irreparable de un conocimiento cultural, cosmogónico e histórico único, no traducible en su totalidad a otras lenguas. Y, desde una perspectiva ecológica, las consecuencias de un colapso del sistema lingüístico mundial se pueden apenas conjeturar en nuestros días. Sin duda, estas conclusiones son controvertidas.

El otro proceso lingüístico que se acelera a lo largo del siglo XX es la globalización del inglés. Se trata del primer caso en la historia de la humanidad en que una lengua se extiende de manera tan masiva, en profundidad y extensión, de modo que ésta adquiere una posición monopólica en muchos campos y amenaza los espacios de muchas otras lenguas. Ni el latín, ni el francés, ni el español, ni tampoco el inglés mismo ocuparon jamás en el pasado una posición semejante a la del inglés en los tiempos actuales (Crystal 1997, Graddol 1997, 2006).

En las relaciones internacionales el inglés va avanzando a pasos agigantados. Si bien la mayoría de los grandes organismos internacionales conserva hasta la fecha sus sistemas basados en un multilingüismo restringido con unas pocas lenguas oficiales, la igualdad entre ellas es cada vez más formal, ya que el inglés incrementa su papel de lengua de trabajo, de pivote y de iniciación de las propuestas (Born & Schütte 1995, Calvet 2002, Labrie 1993, Phillipson 2003). Muchas empresas multinacionales, como es el caso del banco suizo UBS, instituyeron el inglés como su *lingua franca* interna de organización. Sin embargo, esto no significa necesariamente una tendencia hacia el monolingüismo, ya que como compañía de servicio UBS reconoce la importancia de operar en la lengua y con los modelos culturales de cada país (Harvey 2009).

El campo científico constituye otro dominio de importancia estratégica (Hamel 2005, 2006b, 2007, 2008a). El uso de las lenguas, sobre todo en las publicaciones y conferencias, está a punto de pasar de una situación de marcada hegemonía del inglés en un modelo de plurilingüismo restringido, a una situación de monopolio, especialmente en las ciencias naturales, básicas y las tecnologías, y esto en dos sentidos. De manera creciente, las publicaciones científicas de punta tienen que aparecer en inglés para ser tomadas en cuenta; y, como revés de la moneda, entre los investigadores

anglosajones decrece la disposición de leer literatura científica en otras lenguas lo que incrementa, por tanto, su monolingüismo académico. En las ciencias básicas y naturales, el inglés dominaba en 1990 en más del 90% de los artículos publicados en revistas internacionales (Ammon 1998, Ammon & McConnell 2002, Durand 2001).

¿Cómo reaccionan los gobiernos, las instituciones y los grupos de la sociedad civil frente a estas dinámicas aceleradas? Acomodar a esta diversidad compleja y cambiante en espacios compartidos de *polis* civilizadas requiere de la formulación de políticas del lenguaje, es decir, de la intervención y participación de varios actores: los Estados nacionales y sus niveles de gobierno, los organismos suprarregionales, el sector privado y también, no en último lugar, los ciudadanos individuales, los grupos étnicos y los pueblos indígenas, así como instituciones y gremios profesionales organizados de diversas maneras.

Estudiaremos a modo de ejemplo algunas intervenciones de las políticas del lenguaje, los principales modelos explicativos y los enfoques teóricos que intentaron interpretar y ordenar ese gran calidoscopio de la diversidad humana. Esto implica analizar la forma en que los diferentes actores se posicionan frente a las tendencias mencionadas y las soluciones que proponen para resolver los problemas identificados.

2. El punto de partida: Las políticas del lenguaje y sus enfoques

El término “políticas del lenguaje” se refiere tanto a un campo de estudio como a un modo de intervención, dos ámbitos que a menudo se confunden. Las políticas del lenguaje como intervención forman parte de las políticas públicas; sus acciones deberían sustentarse, supuestamente, en estudios previos basados en un marco conceptual compatible con las políticas y la planeación correspondiente.³⁶

Como es sabido, el campo se constituye de manera explícita durante los procesos de descolonización posterior a la Segunda Guerra Mundial. Distingue entre *language politics*, *language policy* y *language planning*. La mayoría de los conceptos básicos proviene de la sociolingüística y sociología estadounidenses y de sus interlocutores internacionales: *language planning* (Haugen 1959), la distinción entre estatus y corpus de las lenguas (Kloss 1969) y los principios de territorialidad y personalidad (McRae 1975, ver Calvet 1996, Spolsky 2004). A pesar de una serie de críticas, estos conceptos siguen jugando un papel central en las políticas del lenguaje y su estudio, aunque a veces con nomenclatura diferente.

En Quebec surge a partir de los años 1970 la noción de “*aménagement linguistique*” (Corbeil 1980, 1986) que significa, para los organismos oficiales de Quebec, el esfuerzo deliberado del Estado de modificar la evolución

natural de una lengua o la interacción entre las lenguas, una intervención que debería contar siempre con la adhesión y la participación de la sociedad. Los términos *planning* y *aménagement* se refieren al mismo núcleo conceptual, pero se distinguen en sus connotaciones (dirigismo vs. participación, etc.). En los últimos años Spolsky (2009), reformuló el término de “language management” como “*conscious and explicit efforts by language managers to control choices*” (2009: 1) y como “*explicit and observable effort by someone or some group that has or claims authority over the participants in the domain to modify their practices or beliefs*” (2009: 4).

Más allá de diferencias secundarias, los conceptos circunscriben su objeto a la intervención explícita del Estado (o de otros actores que ejercen autoridad) para cambiar el curso natural de los usos o creencias sobre las lenguas. Este tipo de definición ofrece herramientas precisas para la acción de los Estados y sus organismos, junto con instrumentos jurídicos y técnicos de la planificación lingüística. En la medida en que estas delimitaciones determinan también los marcos conceptuales de los estudios que deberán alimentar las intervenciones políticas, sin embargo, surgen dudas sobre la composición y las restricciones autoimpuestas, sobre todo a la luz de muchas experiencias poco exitosas.

Las evaluaciones de las diversas intervenciones y procesos de planeación lingüística señalaron una serie de problemas, efectos no deseados (“efectos perversos”, como los llama Laponce 1987) y rotundos fracasos que han puesto en duda la adecuación de ciertas teorías y la coherencia entre los marcos conceptuales y programas de intervención. De este modo, aún a 50 años de la constitución formal del campo, nos encontramos frente a la necesidad de reexaminar tanto las teorías como las experiencias del pasado, no sólo por las posibles deficiencias identificables, sino también por los cambios vertiginosos en muchos parámetros que conlleva la globalización de los últimos decenios

Nos limitaremos aquí a dos temas centrales interrelacionados: 1. La definición de los conceptos de lenguaje (lengua, discurso); y 2. El concepto de política y la amplitud del objeto: acaso se limita a las intervenciones deliberadas del estado o incluye también las acciones—conscientes o inconscientes—del conjunto de las fuerzas sociales en una sociedad determinada.

En cuanto al objeto del *aménagement* o planificación, se ha visto que fracasaron muchas intervenciones que se sustentaban en un enfoque que reduce el lenguaje a la lengua como sistema abstracto e idealizado, el corpus finito y cerrado. En los intentos latinoamericanos de introducir las lenguas indígenas, históricamente ágrafas, a los sistemas de educación bilingüe, se vio que no bastaba con una planeación que equiparara a estas lenguas con alfabetos, una estandarización y material escrito para que fueran usadas en las aulas. Había que tomar en cuenta los sistemas asimétricos de comunicación y, sobre todo,

a los sujetos y sus relaciones con las lenguas, sus usos, actitudes y perspectivas, para lograr la creación de una educación bilingüe exitosa. Por esta razón, parece importante no reducir el objeto a la lengua como sistema, sino partir de una conceptualización sociolingüística amplia que incluya tanto a los sujetos como también a las verdaderas formas de existencia de las lenguas en la comunicación, las prácticas discursivas y los textos.

Consideramos también como problemática una concepción doblemente reducida de la *política*: primero, de la política a la planificación o *aménagement* como ocurrió muchas veces en el pasado y, en segundo lugar, como intervención deliberada del Estado que deja fuera del modelo las intervenciones y acciones de la sociedad. Se ha visto una y otra vez que las acciones de planificación, por bien que estén definidas técnicamente, no tuvieron éxito si no contaban con una teoría política y sociolingüística lo suficientemente poderosa para poder explicar los procesos observables como también las posibles consecuencias de las intervenciones. La reducción del objeto a las medidas explícitas implementadas por instituciones del Estado ignora que las medidas de mayores consecuencias suelen ser, por lo general, aquellas que orientan un conjunto de fuerzas sociales. Se ha visto en múltiples ocasiones cómo los intentos de legislar el francés en Francia (Arrêts linguistiques de 1975, Loi Toubon en 1994) quedaron sin los efectos deseados porque no tomaban en cuenta la acción política colectiva e inconsciente, el *habitus* generalizado de la población, que no caminaba en la misma dirección de las medidas.

Una definición delimitada se sustenta en una concepción subyacente que sólo los políticos y sus instituciones hacen política. Pensar que sus intervenciones operan sobre el curso “natural” de las dinámicas lingüísticas refleja una visión ilusoria, ya que no considera el carácter eminentemente “social”, no “natural”, del lenguaje y no concibe como político los comportamientos y las actitudes de la sociedad civil. Además, en los últimos años se ha impulsado una descentralización de las actividades políticas de planeación y toma de decisiones a nivel local, de comunidades lingüísticas, escuelas y organizaciones no gubernamentales que intervienen en las políticas lingüísticas y otras que las conciernen. A la política de arriba hacia abajo (*top down*) se le ha opuesto cada vez más una política de abajo hacia arriba (*bottom up*) (Hornberger 1997, Canagarajah 2005).

En síntesis, observamos un conjunto de reducciones que, en nuestra opinión, restringen en demasía tanto los procesos bajo estudio como las medidas de intervención política que se deducen de los análisis previos:

1. La reducción de la política a la planificación, entendida como un proceso meramente técnico.

2. La reducción del objeto a las intervenciones explícitas del Estado, sin tomar en cuenta las políticas implícitas y ocultas, tanto del Estado mismo como las fuerzas sociales en su conjunto.
3. La reducción de los sistemas multilingües de comunicación a las lenguas como sistemas abstractos, en el sentido estructuralista.
4. La ausencia conceptual de las relaciones de poder como factor central de los procesos lingüísticos.
5. La definición de políticas y planeaciones desde arriba hacia abajo. Esto implica la exclusión y el des-empoderamiento de los actores como sujetos centrales del proceso.

Frente a estas reducciones poco satisfactorias, adoptamos aquí una conceptualización interdisciplinaria de mayor alcance que define las políticas del lenguaje como procesos históricos de cambio social de las constelaciones lingüísticas; intervienen en estos procesos tanto instituciones del Estado como otras instancias y fuerzas de la sociedad civil. Lo anterior no sólo implica una transformación de estructuras y usos lingüísticos (estandarización, terminología, difusión, desplazamiento, revitalización, oficialización, etc.); significa también y fundamentalmente un cambio en las orientaciones ideológicas, es decir, en las relaciones que los actores establecen con su(s) propia(s) lengua(s) y con las demás en un espacio político determinado, como parte de las relaciones de poder entre grupos sociales o etno-lingüísticos (ver Hamel 1993, 2008c, 2010 para una discusión).

3. Jerarquías, estatus y funciones de las lenguas: bilingüismo vertical y horizontal

Este marco conceptual nos permite retomar las dos grandes tendencias de cambio que reseñamos al inicio e interpretarlas desde una perspectiva de las políticas del lenguaje. Tanto en el caso del desplazamiento y la posible desaparición de la mayoría de las lenguas del mundo, como el de la expansión del inglés nos encontramos ante transformaciones en las orientaciones ideológicas de los diversos actores y un cambio en la constelación que establecen entre las lenguas. En el primer caso, el desplazamiento consiste en un proceso político de minimización de las lenguas indígenas que les impone un estatus cada vez más reducido de prestigio y funcionalidad desde los centros de poder socio-económico y cultural. A este proceso contribuyen políticas públicas explícitas que restringen los usos y excluyen a las lenguas vernáculas de los espacios de poder y prestigio, como son la educación,

justicia, política, medio de comunicación y salud. Bajo estas presiones los hablantes limitan cada vez más su uso y deciden finalmente ya no enseñar su lengua materna a sus hijos para que éstos sufran menos y tengan, supuestamente, un mejor futuro. De este modo se interrumpe la transmisión inter-generacional, un hecho fundamental que normalmente anuncia la desaparición de una lengua en la próxima generación. Una vez que la transmisión de padres a hijos deja de operar, es muy difícil recuperar esta función nuclear de toda lengua viva.

La expansión del inglés representa un proceso de desplazamiento de otras lenguas a nivel internacional, que luego penetra los Estados nacionales. Apoyado por el enorme poderío económico, político, militar y cultural anglosajón (principalmente de Estados Unidos), que en su conjunto interviene en las constelaciones lingüísticas preexistentes, el inglés se presenta, impone, se acepta y se usa cada vez más como la única lengua apta para la comunicación internacional. Los hablantes de otras lenguas internacionales (francés, español, portugués, alemán, ruso) participan como actores subalternos, operan una reorientación hacia la nueva constelación lingüístico-discursiva y abandonan poco a poco los espacios que sus lenguas ocupaban históricamente. También se pueden resistir a los cambios, como veremos más adelante. Estos procesos, que aquí solamente podemos esbozar muy esquemáticamente, se explican en la literatura sociolingüística con una metáfora espacial como jerarquías entre tipos de lenguas que producen un bilingüismo vertical entre lenguas de rango desigual frente a un bilingüismo horizontal entre lenguas de igual nivel (Calvet 1996).

Las relaciones jerárquicas entre tipos de lenguas corresponden a las funciones y el prestigio diferencial asignados a cada uno de ellos. Se pueden explicar con el modelo gravitatorio propuesta originalmente por de Swaan (1993, 2001) y reelaborada por Calvet (1999) en el contexto más amplio de un esquema ecológico del sistema mundo de las lenguas.³⁷ Este modelo usa la metáfora de las galaxias: las lenguas de un nivel inferior se ven atraídas por las lenguas de los niveles superiores y circulan en su galaxia como efecto de la gravitación.³⁸

Las bisagras que conectan las lenguas las constituyen los sujetos bilingües cuyo bilingüismo está determinado por las relaciones de poder entre las lenguas. Típicamente, un hablante bilingüe zapoteco-español tendrá el zapoteco como lengua materna y así ocurre con las demás lenguas indígenas. En México, el español es la lengua súper-central que ejerce una atracción gravitatoria sobre las lenguas indígenas. El sistema puede funcionar en varios niveles. Como en el Istmo de Tehuantepec el zapoteco tiene funciones históricas de lengua regional (lengua central), constituye a su vez el centro de gravitación para el huave como lengua vernácula, de modo que los sujetos bilingües huave-zapoteco serán casi siempre de lengua materna huave. En el

centro del sistema mundial se ubica el inglés como única lengua híper-central de nuestros días, en cuya galaxia giran una decena de lenguas súper-centrales: el francés, español, chino, portugués, árabe, alemán, ruso y unas pocas más. Éstas se caracterizan, en su mayoría, por su estatus de lenguas con importantes funciones internacionales en el pasado, a la par con el inglés como lenguas de grandes imperios coloniales en el caso del francés, español y portugués. Las lenguas centrales son típicamente lenguas nacionales en Europa, pero esta categoría también incluye a las lenguas regionales, a veces de regiones supranacionales como el maya, aimara, quechua o guaraní.³⁹

Las lenguas se distribuyen por espacios, estatus y funciones y establecen una jerarquía entre tipos de lenguas, en un nivel macro-social. Las funciones que las lenguas ejercen para cada individuo y grupo en el nivel micro-social de la comunicación se pueden organizar en una tipología que va de las funciones más inmediatas a las más mediatas. En mi propio trabajo (Hamel 2010) utilicé las siguientes funciones que pueden ser cubiertas por una o varias lenguas (ver cuadro):

Funciones comunicativas individuales y grupos de las lenguas

Lengua materna y de comunicación local
Lengua vehicular, de intercambio regional
Lengua oficial: cubre necesidades país, puede ser regional o nacional
Educación primaria
Educación secundaria
Educación terciaria
Otros dominios nacionales específicos: medios de comunicación, ciencia y tecnología, comercio, música y arte, etc.
Comunicación internacional global (inglés)

En el esquema aparecen varias funciones para los hablantes que pueden ser satisfechas por una o varias lenguas. Para el hablante de una lengua indígena local, casi todas las funciones son atendidas por lenguas diferentes. En cambio, un ciudadano estadounidense monolingüe en inglés puede ejercer todas las funciones a través de su lengua propia. Mientras no existan presiones e invasiones de dominios, un sistema multilingüe puede ser relativamente estable. Lo que ocurrió en el pasado en ciertos casos de diglosia estable. Desde el siglo XX, sin embargo, aumentaron las dinámicas de cambio que causan fuertes tensiones, relaciones de conflicto y competencia entre lenguas por sus espacios y funciones y los tipos de desplazamiento y expansión mencionados.

Como habíamos dicho, los hablantes bilingües o multilingües constituyen la bisagra de unión entre grupos lingüísticos y las jerarquías de lenguas en el modelo. Si dominan o aprenden lenguas del mismo nivel, se puede hablar de un bilingüismo horizontal. El caso más típico, sin embargo, lo representan individuos que dominan lenguas de diferentes niveles jerárquicos y constituyen así un bilingüismo vertical, es decir, una suerte de diglosia que puede ser estable o dinámica. Cuando tienen, como individuos y grupos, la opción de escoger entre varias lenguas como segunda lengua o lengua extranjera, elegirán típicamente una lengua de una jerarquía más alta, sobre todo cuando se trata de hablantes nativos de una lengua ubicada en una categoría baja de la escala. La capacidad de atracción gravitacional de las lenguas superiores en la jerarquía explica el crecimiento significativo de su expansión. La creciente interconexión como rasgo fundamental de la globalización lleva a que cada vez más ocurran saltos en la selección de lenguas. Así, muchos polacos aprenden el inglés y no el alemán como lengua vecina y regional; los suizos escogen directamente el inglés en vez de adquirir alguna otra de las lenguas oficiales de su país. Los belgas flamencos aprenden inglés, no francés, lengua que asocian con sus actitudes negativas hacia el grupo valón y viceversa. Rara vez ocurre que una persona o un grupo aprenda una lengua de un “estatus inferior”, salvo en casos de necesidad profesional muy específica.

Como criterio sociolingüístico general podemos establecer que una verticalidad muy pronunciada entre las lenguas dificulta o impide el desarrollo de un plurilingüismo. Toda política y planificación del lenguaje que se propone influir en las dinámicas de las lenguas tendrá que intervenir en la verticalidad de prestigio y funciones y adoptar medidas que reduzcan o, en su caso, aumenten el grado de asimetría, lo que se conoce como planificación y cambio del estatus. Sólo al reducir los desniveles entre las lenguas se logrará desarrollar sistemas de bilingüismo y plurilingüismo estables y programas de educación bilingüe exitosos con una orientación de enriquecimiento social y de bilingüismo aditivo.

De mantenerse una pronunciada verticalidad, el bilingüismo social constituirá, muy probablemente, una fase transitoria hacia el monolingüismo en la lengua dominante. Este argumento desempeña un papel importante, aunque controvertido, en la política lingüística de Quebec que se opone a un bilingüismo masivo francés-inglés a nivel de la sociedad y de sus instituciones. Considera que, para la preservación del francés como lengua común de la nación quebequense, resulta fundamental mantener espacios lingüísticos e instituciones monolingües en francés, tomando en cuenta la asimetría nacional y regional que existe en América del Norte entre el inglés y el francés (cf. Maurais 1997, Commission des États Généraux 2001).⁴⁰

No hay espacio aquí para una revisión crítica y general de los modelos

expuestos. Tocaré tan sólo un aspecto que viene a cuento en nuestra discusión. El modelo gravitatorio maneja la misma reducción metonímica como muchos otros enfoques al volver prácticamente invisible la agencia que producen los cambios observados. En su lenguaje, que reproduzco parcialmente en los párrafos anteriores, aparecen las lenguas mismas como actores, desligados de sus hablantes: se relacionan, entran en conflicto, desaparecen. Desde una perspectiva de las políticas del lenguaje, sin embargo, habrá que tomar en cuenta en cada caso a los grupos etno-lingüísticos, fuerzas socio-económicas, instituciones o instancias de gobierno que intervienen y operan un cambio en las constelaciones y relaciones entre los sujetos, individuales y colectivos, y las lenguas de su entorno.

4. Estrategias contra la globalización del inglés y el desplazamiento de las lenguas nacionales e internacionales

Frente a los procesos de jerarquización, desplazamiento de lenguas minoritarias y expansión del inglés como lengua súper-central, se han desarrollado múltiples movimientos de resistencia. Me centraré aquí en las estrategias de defensa de las grandes comunidades lingüísticas con extensión internacional contra la globalización del inglés.⁴¹ Este enfoque es el idóneo para el objeto de la reflexión general de este libro sobre lengua y poder en América del Norte.

La mundialización del inglés afecta de manera directa el estatus internacional de las lenguas súper-centrales como el francés, en primer lugar, pero también del alemán, árabe, japonés, ruso e italiano. El español y el portugués atraviesan por procesos contradictorios, ya que por un lado también sufren una reducción de sus espacios, mientras que al mismo tiempo su expansión como lengua extranjera está creciendo (López García 2007, Marcos-Marín 2006). Un caso diferente, difícil de evaluar en este momento, lo constituye la reciente expansión y promoción internacional del chino como consecuencia de la emergencia de China como potencia mundial (Graddol 2006, Starr 2009). En los hechos, las fuerzas y políticas que impulsan el inglés apuntan a transformar el conjunto de lenguas hoy súper-centrales al rango de lenguas centrales, con funciones puramente nacionales al lado de lenguas como el holandés, danés o polaco.

Existen controversias entre representantes de las más diversas lenguas sobre las ventajas y desventajas de este proceso de hegemonización que podría avanzar hacia un monopolio del inglés en varios campos estratégicos como la ciencia, tecnología, la comunicación comercial, bancaria y jurídica. Para los hablantes cuyas lenguas centrales o locales no participan en la comunicación internacional, la reducción de varias a una sola lengua internacional, por ejemplo en las ciencias, rebaja sus costos de inversión en

el aprendizaje de lenguas. Pero muchos miembros de las grandes comunidades lingüísticas como la Franco- o la Hispanofonía favorecen también la proyección del inglés como única lengua de comunicación internacional, a pesar de que este tránsito afectaría gravemente a sus propias lenguas.⁴²

La propagación del inglés en un mercado supuestamente libre de las lenguas, sin embargo, oculta que los beneficios no se producen para todos por igual. Aumentan la desigualdad y las ventajas de los ciudadanos angloparlantes en todos los campos, puesto que obligan a sus interlocutores o competidores a realizar grandes inversiones individuales, estatales o empresariales (Grin 2003, Van Parijs 2007) para primero aprender el inglés y luego actuar y negociar en terreno ajeno. De este modo se incrementan las barreras de acceso y distribución de los bienes para todos los hablantes no nativos del inglés.

En general, las críticas y preocupaciones se centran en dos grandes temas. En primer lugar, resaltan los efectos políticos y sociales negativos, puesto que la globalización del inglés profundiza la desigualdad en todos los terrenos. En segundo lugar, destacan las consecuencias negativas para el desarrollo del pensamiento, las ciencias y otros campos del conocimiento si una sola lengua llegase a ejercer un monopolio, tomando en cuenta la relevancia constitutiva de la diversidad y heterogeneidad cultural para toda sociedad (cf. Durand 2001, 2006, Hamel 2006b, Phillipson 2008).

Entre las posiciones críticas que se oponen al monopolio del inglés y reivindican un plurilingüismo nacional e internacional, destacan las que defienden las grandes lenguas súper- centrales. Según su argumentación, las grandes lenguas de los Estados nacionales poderosos representan el único dique contra la hegemonía total del inglés. Es más, según Calvet (1999, 2002, Calvet & Varela 2000) y otros, el inglés no sólo puede coexistir con las “pequeñas” lenguas indígenas sino que, por el contrario, se ve favorecido por los procesos de revitalización de las lenguas vernáculas y la fragmentación de los Estados (Unión Soviética, Yugoslavia, etc.), ya que el fortalecimiento de las lenguas locales debilita las lenguas nacionales que a su vez constituyen un obstáculo para la expansión del inglés. En el caso europeo, el resurgimiento de las lenguas regionales en España contribuye al debilitamiento del español que mantiene su posición gracias a Hispanoamérica (López-García 2009). La ampliación reciente de la Unión Europea podría inducir una mutación que transformaría la Unión de una asociación actual de Estados nacionales a una confederación de nacionalidades regionales. Esto convertiría el inglés en la única lengua de comunicación entre ellas y destruiría el principio de comunicación multilingüe actual. En esta concepción, los obstáculos verdaderos a la mundialización del inglés y de las industrias culturales monopólicas no los

representan las artesanías de Oaxaca o las lenguas mayas de Chiapas; los grandes adversarios lo son o serán en algún momento la “reserva o excepción cultural” planteada por la Francofonía, las alianzas del español y portugués en la organización del Mercosur (Hamel 2003), la poderosa industria de telenovelas brasileñas, colombianas y mexicanas, así como la enorme industria cinematográfica de la India concentrada en Bollywood que produce cada vez más películas en un hindi popular y sub-estándar.

Esta posición de defensa de las lenguas nacionales y del ideal del monolingüismo estatal cuenta con una amplia aceptación en los países mayores de la Unión Europea, cuyos habitantes observan con recelo una suerte de operación de pinzas entre la expansión del inglés y el fortalecimiento de las lenguas regionales y de inmigrantes en desmedro de las lenguas nacionales y supranacionales (Oesterreicher 2009). Reproduce nuevamente, sin embargo, la orientación ideológica de construcción de un estado nacional homogéneo, idealmente monolingüe. En este campo se ubican también los diversos organismos de la Francofonía, de la Hispanidad (Marcos-Marín 2006, López García-Molins 2010) y la Lusofonía y los representantes de otras lenguas de gran peso como el alemán (e.g. Ehlich & Schubert 2002) y el ruso.⁴³

5. La globalización cultural y lingüística: Actores y procesos en las políticas del lenguaje

¿Cómo se relacionan estas dinámicas y controversias con nuestra discusión sobre políticas y planificación del lenguaje? Si limitamos la definición del objeto a las intervenciones deliberadas de las instituciones del Estado para modificar el curso “natural” de una constelación lingüística, como lo plantea la concepción restringida que discutimos, muchos de los aspectos más relevantes de las transformaciones sociolingüísticas mundiales quedarían fuera del campo establecido.

Para reincorporarlos e interpretarlos desde una perspectiva de las políticas del lenguaje, es necesario identificar los motivos, revelar a los actores muchas veces encubiertos y las acciones implícitas e inconscientes detrás de los fenómenos de cambio lingüístico observables. Este es, sin embargo, un tema altamente controvertido en el debate político y académico. ¿Existe o no un agente (*agency*) identificable en los cambios de mayor envergadura que tenemos frente?

El tema del agente desempeña un papel central en la interpretación del proceso histórico que llevó al inglés a ocupar su posición hegemónica actual, un tema de controversia fascinante al interior del mundo anglófono.⁴⁴ Hay quienes niegan el papel preponderante del poderío económico-militar anglosajón en la difusión del inglés. Argumentan que el inglés se ha

independizado de sus raíces e internacionalizado a tal grado que hoy se puede afirmar que no le pertenece a nadie y le pertenece a todos (“many Englishes”, cf. Kachru & Nelson 1996, Brutt-Griffler 2002). Otros desechan que la expansión del inglés se deba a acciones exteriores como factor significativo. “(English is) ... a language which has repeatedly found itself in the right place at the right time” (Crystal 1997: 110). En esta aseveración lapidaria, una suerte de “destino manifiesto” (López García 2007), se sintetiza la interpretación de la globalización del inglés como proceso natural que sostienen muchos representantes de la Anglofonía. Esta interpretación “naturalista” encuentra su refutación en la teoría del “imperialismo lingüístico” de Phillipson (1992, 2009) quien analiza detalladamente la historia colonial y las acciones del Consejo Británico y otras instituciones de difusión del inglés en la era post-colonial. Según él, lo más importante es que el imperialismo lingüístico siempre establece una jerarquización entre las lenguas, independiente de su grado de difusión.

La cuestión de la acción para alcanzar el objetivo lingüístico de la hegemonía del inglés se puede ejemplificar magníficamente en las políticas del lenguaje, pero el tema va mucho más allá. Uno de los mayores logros políticos de la globalización reside en su innegable consolidación ideológica. Como la misma construcción del término *globalización* que no reconoce acción dirigida a un cierto objetivo, la hegemonía del modelo estadounidense se presenta como la expresión propia del avance económico, tecnológico y cultural de la humanidad, como proceso inevitable, cuasi-natural frente al cual no existen alternativas.

Desde nuestro enfoque amplio de las políticas del lenguaje podemos interpretar todas estas dinámicas y su discusión controversial como políticas de instituciones gubernamentales y fuerzas sociales intervinientes. Construyen el inglés como única lengua híper central en las prácticas comunicativas y los imaginarios y alteran la relación que los actores establecen con sus lenguas—hablantes nativos y no nativos del inglés, al igual que los opositores al monopolio de esta lengua. Se profundiza así la verticalidad del bi y multilingüismo.

A contrapelo de la tendencia mundial de expansión del inglés, las políticas que se desarrollaron en Quebec desde los años 1970 para revigorizar el francés como lengua de la nación quebequense lograron hacer confluir las intervenciones del Estado con un cambio en las orientaciones de la población francófona mayoritaria, pero también de la minoría anglófona. Más allá del papel de un programa coherente y técnicamente bien fundado de “*aménagement linguistique*”, el éxito de la gestión lingüística se explica, en última instancia, porque el gobierno y su base social lograron alterar la asociación ideológica que las fuerzas anglófonas en Canadá habían impuesto desde la anexión de Quebec en el siglo XVIII.

Ésta identificaba el francés con una población rural, católica y atrasada frente un Canadá moderno, en vías de industrialización, que se expresaba a través del inglés y se relacionaba con Estados Unidos de América. Sólo al romper esta asociación fue posible revertir el declive del francés. Sociedad y gobierno construyeron una nueva relación de los ciudadanos con las lenguas presentes y le otorgaron así al francés un nuevo estatus en los dominios modernos y de prestigio (administración, educación, justicia, industria y comercio).

Otro caso que revela los mismos mecanismos, pero esta vez con resultados diferentes, es el de las políticas del lenguaje frente a las lenguas indígenas en América Latina. Observamos una serie de contradicciones. Si bien los movimientos indígenas de los últimos decenios conquistaron avances innegables en el reconocimiento de sus derechos culturales y lingüísticos, no se logró alterar lo suficiente el estatus subalterno de las lenguas indígenas y cambiar la relación que la sociedad mayoritaria y, principalmente, los pueblos indígenas mismos establecen con la constelación lingüística asimétrica. Esto explica el avance limitado en la implementación real de los programas de educación intercultural bilingüe que deberían instalar a las lenguas y culturas indígenas en el centro del quehacer educativo y otorgarle un estatus igualitario, del mismo rango que ocupan las lenguas y culturas nacionales. Los programas se toparon con una resistencia que expresa tanto las orientaciones ideológicas adversas de sectores conservadores poderosos en la sociedad dominante, como también de los mismos sectores indígenas que interiorizaron las ideologías hegemónicas y no ven, en muchos casos, una opción deseable o realista en el fortalecimiento institucional de sus lenguas y culturas. No cabe duda que un mayor éxito en los programas educativos dependerá de un cambio profundo en las orientaciones ideológicas de todos los actores involucrados, lo que difícilmente ocurrirá sin una transformación de la lacerante desigualdad socio-económica. La interpretación de los casos de políticas del lenguaje discutidos nos lleva a formular un conjunto mínimo de postulados conceptuales que cuentan con un consenso convergente entre especialistas y actores para la formulación e implementación de políticas del lenguaje.

Conclusión

Frente a estas reducciones poco satisfactorias, adoptamos aquí una conceptualización interdisciplinaria de mayor alcance que define las políticas del lenguaje como procesos históricos de cambio social de las constelaciones lingüísticas; intervienen en estos procesos tanto instituciones del Estado como otras instancias y fuerzas de la sociedad civil. Lo anterior no sólo implica una transformación de estructuras y usos lingüísticos (estandarización,

terminología, difusión, desplazamiento, revitalización, oficialización, etc.), significa también y fundamentalmente un cambio en las orientaciones ideológicas, es decir, en las relaciones que los actores establecen con su(s) propia(s) lengua(s) y con las demás en un espacio político determinado, como parte de las relaciones de poder entre grupos sociales o etnolingüísticos (ver Hamel 1993, 2008c, 2010 para una discusión).

1. Las políticas del lenguaje constituyen *procesos históricos de cambio social* que modifican las constelaciones lingüísticas preexistentes.

2. Como consecuencia se producen *transformaciones de las estructuras y los usos de las lenguas*, en su estatus (difusión, desplazamiento, revitalización, oficialización, etc.) y su corpus (estandarización, creación de terminología, etc.).

3. El componente fundamental de estos procesos es la inducción de cambios en las *orientaciones ideológicas*, es decir, en las relaciones que los actores establecen con su(s) propia(s) lengua(s) y con las demás en un espacio político y social determinado. Estos cambios implican transformaciones en las actitudes, valoraciones y en las asociaciones que los actores tienen con las lenguas.

4. Las transformaciones ideológicas pueden funcionar como condición previa para cambios en las *prácticas sociales del lenguaje* o ambos procesos pueden ocurrir simultáneamente.

5. Los *protagonistas* de las políticas de lenguaje son tanto las *instituciones del Estado*, con sus políticas explícitas como implícitas, como también las instancias y fuerzas de la *sociedad civil*.

6. La planeación del estatus y del corpus de las lenguas no constituye actividades meramente técnicas. Poseen implicaciones políticas y tienen que subordinarse a las consideraciones y decisiones de política para ser congruentes con ellas.

7. Las *relaciones de poder* juegan un papel central en todos los procesos de política y planificación del lenguaje. Tendrán que tomarse en cuenta en cada aspecto del análisis y de la intervención.

8. Las políticas del lenguaje tienen pocas perspectivas de éxito si no instituyen *relaciones de reciprocidad* y colaboración entre las partes involucradas y si no *empoderan* a los sujetos destinatarios como actores centrales desde el

inicio de la conceptualización, la definición de políticas y la planificación. Los sujetos y destinatarios no pueden ser considerados como meros informantes, receptores o ejecutores.

9. Para tener éxito, los procesos de intervención y sus propuestas tienen que adquirir *legitimidad* entre todos los involucrados, más allá de su calidad y adecuación técnica. Esto casi siempre implica el trabajo colaborativo, la agencia y la coautoría de los destinatarios.

El éxito de las políticas del lenguaje se relaciona con un conjunto de factores muy amplio, difícilmente previsible en su totalidad y controlable desde las instituciones. A diferencia de visiones tecnocráticas que ponen el énfasis en la planeación, la formulación de soluciones técnicas y una implementación rigurosa, llegamos a la conclusión de que los logros dependerán de la inserción de las medidas en los contextos sociopolíticos y culturales y la participación protagónica de los destinatarios, sin menospreciar los aspectos técnicos. En el caso de las políticas que fomentan la diversidad, su éxito dependerá de la adopción de una verdadera orientación plurilingüe y pluri-cultural por parte de las sociedades en su conjunto que conciba la diversidad como recurso enriquecedor y no como barrera para el desarrollo. Tendrá que estar acompañada por una transformación de los Estados nacionales mismos, de Estados monolíticos a Estados plurales que procuren la justicia social y una democracia participativa. Si la diversidad no se entiende centralmente como una convivencia plural de diferentes al interior de los Estados, difícilmente se avanzará en la solución del problema planteado al inicio, la convivencia pacífica, justa y democrática entre diferentes pueblos, etnias, grupos lingüísticos y culturales en espacios compartidos.

Referencias

Ammon, Ulrich 1998. *Ist Deutsch noch internationale Wissenschaftssprache? Englisch auch für die Lehre an den deutschsprachigen Hochschulen*. Berlin & New York: de Gruyter.

Ammon, Ulrich & McConnell, Grant 2002. *English as an academic language in Europe*. Frankfurt & Berlin: Peter Lang.

Baldauf Jr, Richard B. & Kaplan, Robert B. 2003. Language policy decisions and power: Who are the actors? In *Language: Issues of inequality*. Ryan, Phyllis M & Terborg, Roland (eds.). México:CELE-UNAM, 19-40.

Born, Joachim & Schütte, Wilfried (1995). *Eurotexte. Textarbeit in einer Institution der EG*. Tübingen: Narr.

Brutt-Griffler, Janina 2002. *World English. A study of its development*. Clevedon: Multilingual Matters.

Calhoun, Craig 1992. The infrastructure of modernity: indirect social relationship, information technology, and social integration. In *Social change in modernity*. Haferkamp, H. & Smelser, N. J., (eds.), Berkeley: University of California Press, 35-52.

Calvet, Louis-Jean 1996. *Les politiques linguistiques*. Paris: Presses Universitaires de France.

Calvet, Louis-Jean 1999. *Pour une écologie des langues du monde*. Paris: Plon.

Calvet, Louis-Jean 2002. *Le marché aux langues. Essai de politique linguistique sur la mondialisation*. Paris: Plon.

Calvet, Louis-Jean & Varela, Lía 2000. XXIe siècle: le crépuscule des langues? Critique du discours politico-linguistiquement correct. *Estudios de Sociolingüística* 1, 2, 47-64.

Canagarajah, A. Suresh (ed.) 2005. *Reclaiming the local in language policy and practice*. Mahwah, N.J.: Lawrence Erlbaum

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec 2001. *Le français, une langue pour tout le monde*. Québec: Gouvernement du Québec.

Corbeil, Jean-Claude 1980. *L'aménagement linguistique du Québec*. Montréal: Guérin.

Corbeil, Jean-Claude 1986. *Langues et usages des langues*. Québec: Conseil de la langue française.

Crystal, David 1997. *English as a global language*. Cambridge: Cambridge University Press.

Crystal, David 2000. *Language death*. Cambridge: Cambridge University Press.

Crystal, David 2009. *The future of language*. London: Routledge.

De Swann, Abram 1993. The emergent world language system: An introduction. *International Political Science Review*, 14, 3, 219-226.

De Swaan, Abram 2001. *Words of the world: The global language system*. Cambridge: Cambridge University Press.

Durand, Charles X. 2001. *La mise en place des monopoles du savoir*. Paris: L'Harmattan.

Durand, Charles X. 2006. If it's not English, it's not worth reading! *Current Issues in Language Planning*, 7, 1, 44-60.

Ehlich, Konrad & Schubert, Venanz 2002. *Sprachen und Sprachenpolitik in Europa*. Tübingen: Stauffenburg.

Graddol, David 1997. *The future of English?* London: The British Council.

Graddol, David 2006. *English next: Why global English may mean the end of 'English' as a foreign language*. London: The British Council.

Grin François 2003. Language planning and economics. *Current Issues in Language Planning*, 4, 1, 166.

Hagège, Claude 2000. *Halte à la mort des langues*. Paris: Éditions Odile Jacob.

Hale, Ken 1992. On endangered languages and the safeguarding of diversity. *Language*, 68, 1, 1-3.

Hamel, Rainer Enrique 1993. Políticas y planificación del lenguaje: una introducción. *Iztapalapa*, 29, 5-39.

Hamel, Rainer Enrique 2003. Regional blocs as a barrier against English hegemony? The language policy of Mercosur in South America. In *Languages in a globalising world*. Maurais, Jacques & Morris, Michael A. (eds.). Cambridge: Cambridge University Press, 111-142.

Hamel, Rainer Enrique 2005. El español en el campo de las ciencias: propuestas para una política del lenguaje. In *Congreso internacional sobre lenguas neolatinas en la comunicación especializada*. Centro de Estudios Lingüísticos y Literarios (ed.), México: Agence Intergouvernementale de la

Francophonie, El Colegio de México, Unión Latina, 87-112.

Hamel, Rainer Enrique 2006a. The development of language empires, In *Sociolinguistics Soziolinguistik. An international handbook of the science of language and society*. Vol 3. Ammon, Ulrich, Dittmar, Norbert, Mattheier, Klaus J. & Trudgill, Peter (eds.), Berlin, NewYork: Walther de Gruyter, 2240-2258.

Hamel, Rainer Enrique 2006b. Spanish in science and higher education: Perspectives for a plurilingual language policy in the Spanish speaking world. *Current Issues in Language Planning*, 7, 1, 95-125.

Hamel, Rainer Enrique 2007. The dominance of English in the international scientific periodical literature and the future of language use in science. *AILA Review*, 20, 53-71.

Hamel, Rainer Enrique 2008a. Les langues de la science: vers un modèle de diglossie gérable. In *L'avenir du français*. Maurais, Jacques, Dumont, Pierre, Klinkenberg, Jean-Marie, Maurer, Bruno & Chardenet, Patrick (eds.), Paris: Éditions des archives contemporaines & Agence universitaire de la Francophonie, 87-94.

Hamel, Rainer Enrique. 2008b. Point du vue hispanophone sur l'avenir du français. In *L'avenir du français*. Maurais, Jacques, Dumont, Pierre, Klinkenberg, Jean-Marie, Maurer, Bruno & Chardenet, Patrick (eds.). Paris: Éditions des archives contemporaines & Agence universitaire de la Francophonie, 235-240.

Hamel, Rainer Enrique 2008c. Sprachimperien, Sprachimperialismus und die Zukunft der Sprachenvielfalt. In *Jahrbuch Deutsch als Fremdsprache 2007. Die Macht der Sprache. Mehrsprachigkeit – Sprachenpolitik – Sprachbildung*. Ehlich, Konrad & Lambert, Sabine (eds.), München: Iudicium Verlag, 141-172.

Hamel, Rainer Enrique 2010. L'aménagement linguistique et la globalisation des langues du monde. *Télescope*, 16, 3, 1-21.

Harmon, David 1996. The status of the world's languages as reported by the Ethnologue, *Southwest Journal of Linguistics*, 14, 1-2, 1-28

Harvey, M. C. 2009. Mehrsprachigkeit in Unternehmen, Ponencia presentada en la Conferencia "Sprachen ohne Grenzen", 17-19 septiembre, Berlin.

Haugen, Einar 1959. Language planning in modern Norway. *Anthropological Linguistics*, 1, 3, 8-21.

Hornberger, N. H. (ed.) 1997. *Indigenous literacies in the Americas: Language planning from the bottom up*. Berlin & New York: Mouton de Gruyter.

Kachru, Braj B. & Nelson, Cecil L. 1996. World Englishes, In *Sociolinguistics and Language Teaching*. McKay, Sandra L. & Hornberger, Nancy H. (eds.), Cambridge: Cambridge University Press, 71-102.

Kloss, Heinz 1969. *Research possibilities on group bilingualism: A report*. Quebec: International Center for Research on Bilingualism.

Krauss, Michael 1992. The world's languages in crisis. *Language*, 68, 1, 4-10.

Labrie, Normand 1993. *La construction linguistique de la Communauté européenne*. Paris: Honor Champion Éditeur.

Laponce, J. A. 1987. *Languages and their territories*. Toronto: University of Toronto Press.

López García, Ángel 2007. *El boom de la lengua española. Análisis ideológico de un proceso expansivo*. Madrid: Biblioteca Nueva.

López García, Ángel 2009. *La lengua común en la España plurilingüe*. Madrid & Frankfurt: Vervuert.

López García-Molins, Ángel 2010. *Anglohispanos. La comunidad lingüística iberoamericana y el futuro de occidente*. Barcelona: Península & El Cobre.

Maffi, Luisa 2001. Introduction. On the interdependence of biological and cultural diversity. In *On biocultural diversity. Linking language, knowledge and the environment*. Maffi, Luisa, (ed.), Washington, D.C.: Smithsonian Institute, 1-50.

Marcos-Marín, Francisco A. 2006. *Los retos del español*, Madrid & Frankfurt: Vervuert.

Maurais, Jacques 1997. Regional majority languages, language planning, and linguistic rights. *International Journal of the Sociology of Language*, 127, 135-160.

Maurais, Jacques, Dumont, Pierre, Klinkenberg, Jean-Marie, Maurer, Bruno, Chardenet, Patrick (eds.) 2008. *L'avenir du français*, Paris: Éditions des archives contemporaines & Agence Universitaire de la Francophonie.

McRae, Kenneth D. 1975. The principle of territoriality and the principle of personality in multilingual states. *Linguistics*, 13, 158, 33-54.

Oesterreicher, Wulf 2009. El plurilingüismo europeo y los retos de una jerarquización lingüística. In *Identidades sociales e identidades lingüísticas*. Bustos.

Tovar, José Jesús de & Iglesias Recuero, Silvia (eds.), Madrid: Editorial Complutense, 229–254.

Pennycook, Alistair 1994. *The cultural politics of English as an international language*. London & New York: Longman.

Pennycook, Alistair 1998. *English and the discourses of colonialism*. London & New York: Routledge.

Phillipson, Robert 1992. *Linguistic imperialism*. Oxford: Oxford University Press.

Phillipson, Robert 1997. Realities and myths of linguistic imperialism. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 18, 3, 238-247.

Phillipson, Robert 2003. *English-only Europe? Challenging language policy*. London & New York: Routledge, Taylor & Francis.

Phillipson, Robert 2009. *Linguistic imperialism continued*. Hyderabad: Orient BlackSwan.

Skutnabb-Kangas, Tove 2000. *Linguistic genocide in education – or worldwide diversity and human rights?* Mahwah, N. J., London: Lawrence Erlbaum.

Spolsky, Bernard 2004. *Language policy. Key topics in sociolinguistic*. Cambridge: Cambridge University Press.

Spolsky, Bernard 2009. *Language management*. Cambridge: Cambridge University Press.

Starr, Don (2009). Chinese language education in Europe: the Confucius Institutes. *European Journal of Education*, 44, 1, 65-82.

Van Parijs, Philippe 2007. Tackling the Anglophone free ride: Fair linguistic cooperation with the global *lingua franca*, *AILA Review*, 20, 72-86.

Endnotes

¹ ITAM

² Oswald Hanfling, *Logical Positivism* (New York: Columbia University Press, 1981); Julius Rudolph Weinberg, *An Examination of Logical Positivism* (London: Kegan Paul, Trench, Trubner & Co., Ltd., 1936); and C. Wayne Mayhall, *On Logical Positivism* (London: Thomson, Wadsworth, 2003).

³ Bertrand Russell and Alfred North Whitehead, *Principia Mathematica* (New York: Cambridge University Press, 1962).

⁴ Ludwig Wittgenstein, *Tractatus Logico-Philosophicus* (New York: Cosimo, 2007).

⁵ Wittgenstein's "logical atomism" maintained that reality consists of "logical facts" or "logical atoms" that were irreducible to any smaller entity. The theory first appeared with Bertrand Russell and was later pursued by Rudolph Carnap of the Vienna Circle.

⁶ W.V. Quine, "Two Dogmas of Empiricism," *Philosophical Review* 60.1, (January, 1951), pp. 20-43.

⁷ Hans-Georg Gadamer, *Truth and Method* (London: Sheed and Ward, 1989).

⁸ Paul Ricoeur, "The Model of the Text: Meaningful Action Considered as a Text," in *From Text to Action* (Evanston: Northwestern University Press, 1991).

⁹ Paul Ricoeur, *The Conflict of Interpretations* (Evanston, Ill.: Northwestern University Press, 1974); and Paul Ricoeur, *Hermeneutics and the Human Sciences*, John B. Thompson (ed.) (Cambridge: Cambridge University Press, 1981). See also, Stanley Rosen, *Hermeneutics as Politics* (New Haven: Yale University Press, 1987).

¹⁰ John Rawls, "Two Concepts of Rules," *The Philosophical Review*, 64.1, (January 1955), pp.3-32.

¹¹ Ludwig Wittgenstein, *Philosophical Investigations* (Oxford: Blackwell, 2009).

¹² Leonard Linsky, "Wittgenstein on Language and Some Problems of Philosophy," *Journal of Philosophy* 54.10, (May 9, 1957), pp.285-293.

¹³ Ludwig Wittgenstein, *Philosophical Investigations* (Oxford: Basil Blackwell, 1953), pp.11, 19, 43.

¹⁴ Peter Winch, *The Idea of Social Science* (New York: Routledge, 2007).

¹⁵ Clifford Geertz, *The Interpretation of Cultures* (New York: Basic Books, 1973), 12.

¹⁶ A superficial understanding of the culture would be evident in the "thin description" of the interpreter, one that occurs in many positivist analyses. A genuine understanding of the culture would be reflected in a "thick description" of its cultural practices, which requires years of first-hand experience in the culture.

¹⁷ Both linguist and cultural "structures" provide meaning of social relationships. On the former, see Ferdinand de Saussure, *Writings in General Linguistics* (Oxford: Oxford University Press, 2006); and on the latter, see Claude Levi-Strauss, *Tristes Tropiques* (New York: Penguin, 1973).

- ¹⁸ Clifford Geertz, *Local Knowledge: Further Essays in Interpretive Anthropology* (New York: Basic Books, 2000); and Clifford Geertz, "Anti-Anti-Relativism," *American Anthropologist* 86.2, (June 1984), pp.263-278.
- ¹⁹ John R. Searle, "Language and Social Ontology," in C. Mantzavinos (ed.), *Philosophy of the Social Sciences* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), pp.9-27. See also, John R. Searle, *The Construction of Social Reality* (New York: Free Press, 1995).
- ²⁰ Searle, "Language and Social Ontology," p.19.
- ²¹ *Ibid.*
- ²² *Ibid.*, p.25.
- ²³ *Ibid.*, p.10.
- ²⁴ Jean Francois Lyotard, *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge* (Manchester: Manchester University Press, 1984).
- ²⁵ Jean Baudrillard, *The System of Objects* (London: Verso, 1996); and Jean Baudrillard, *The Mirror of Production* (St. Louis: Telos Press, 1975).
- ²⁶ Steven Best and Douglas Kellner, *Postmodern Theory: Critical Interruptions* (New York: Guilford, 1991), pp.119-120.
- ²⁷ Michael R. Curry, "Postmodernism, Language, and the Strains of Modernism," *Annals of the Association of Modern Geographers* 81.2, (June 1991), pp.215-216.
- ²⁸ Roland Barthes, *Elements of Semiology* (New York: Hill & Wang, 1967).
- ²⁹ Jacques Lacan, *The Language of Self: The Function of Language in Psychoanalysis* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1968).
- ³⁰ Michel Foucault, *The Order of Things* (New York: Vintage, 1974); and Michel Foucault, *The Archaeology of Knowledge* (New York: Routledge, 2002).
- ³¹ Jacques Derrida, *Of Grammatology* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1976). See also, Jonathan Culler, *On Deconstruction: Theory and Criticism after Structuralism* (Ithaca: Cornell University Press, 2007).
- ³² Jurgen Habermas, "Towards a Theory of Communicative Competence," *Inquiry*, 13 (1970), pp.360-375. See also Mary Hesse, "Habermas' Consensus Theory of Truth," *PSA 1978*, V.2, (1978), pp.373-396.
- ³³ UAM, Unidad Ixtapalapa.
- ³⁴ Con espacios me refiero en primer lugar a "territorios", pero no sólo a ellos sino también a los espacios discursivos, culturales, virtuales, institucionales, medios de comunicación y otros.
- ³⁵ La distribución cuantitativa entre lenguas y el número de hablantes es extremadamente desigual. Más del 52% de las lenguas del mundo son habladas por menos de 10,000 hablantes; por otro lado, las 10 lenguas más habladas del mundo reúnen el 46% de la población mundial.
- ³⁶ Los expertos saben que esto no es tan obvio, como tampoco los es en otros ámbitos de las políticas públicas. Baldauf Jr. y Kaplan (2003) afirman que las decisiones sobre las lenguas las toman los políticos, típicamente sin consultar debidamente a los expertos y sin contar con los estudios previos necesarios. Los casos multicitados de Quebec y Cataluña constituyen la excepción y no la regla.

³⁷ No desarrollaré aquí el modelo gravitatorio en su conjunto, en particular su formalización matemática por de Swaan (2001). Me concentraré en la dinámica de las jerarquizaciones y las constelaciones de las galaxias.

³⁸ En la ejemplificación me baso principalmente en los textos de Calvet.

³⁹ Por eso se pueden subdividir las categorías según el caso estudiado. Utilizo la distinción entre lenguas centrales primarias y secundarias (Hamel 2010).

⁴⁰ Esto explica por qué en una nación altamente desarrollada como la quebequense se mantiene un alto porcentaje de monolingüismo francés (del 43% en 2000, ver Commission des États Généraux 2001).

⁴¹ Existe otro campo de resistencia, de central relevancia para nuestro tema, que está muy bien documentado: la defensa de las lenguas minoritarias, generalmente indígenas, que están en peligro de desaparecer en este siglo a través de programas y esfuerzos de rescate y revitalización. Sus protagonistas argumentan desde una perspectiva ecológica que la desaparición de cualquier lengua del mundo constituye una pérdida irreparable para el tesoro lingüístico global; establecen muchas veces una relación entre la amenaza de la diversidad lingüística y de la biodiversidad (Harmon 1996, Maffi 2001.). Defienden en particular el derecho lingüístico fundamental de cada ciudadano a obtener educación y otros servicios públicos en su propia lengua y promueven una educación bilingüe (Skutnabb-Kangas 2000).

⁴² Se acercan así al modelo de bilingüismo universal que obviamente favorece el inglés, propuesto por el prominente representante del imperio anglófono David Crystal (1997): cada quien habla su propia lengua y aprende el inglés para la comunicación internacional.

⁴³ Los organismos de la Francofonía operaron hacen algunos años un viraje en su política monolingüe y adoptaron el principio de “diversidad” y de “plurilingüismo” que defienden en sus políticas. Para ellos, sin embargo, “diversidad” significa muchas veces “no sólo el inglés”. Abogan por la presencia de otras lenguas en los espacios internacionales.

⁴⁴ No podemos desarrollar aquí este debate. Ver las posiciones antagónicas entre, por un lado, Phillipson (1992, 1997, 2008, 2009) y Pennycook (1994, 1998); por el otro, Crystal (1997, 2000, 2009) y BruttGriffler (2002): Un resumen del debate se encuentra en Hamel (2006a).

⁴⁵ Universidad Autónoma de Barcelona, ITAM.

⁴⁶ http://curia.europa.eu/jcms/jcms/Jo2_6999/

⁴⁷ http://www.coe.int/t/dg4/education/minlang/textcharter/default_en.asp

⁴⁸ Hay que tener en cuenta en este contexto que el aprendizaje de las lenguas no es excluyente, a más lenguas.

⁴⁹ http://ec.europa.eu/education/languages/languages-of-europe/doc135_es.htm

⁵⁰ Ver referencia al español en: Web Oficial de la Unión Europea, elija una lengua: <http://europa.eu/>; Consejo Europeo: <http://www.european-council.europa.eu/home-page.aspx?lang=es>; Parlamento Europeo: <http://www.europarl.europa.eu/es/headlines/> (15 agosto 2011).

⁵¹ Insitut de Estudis Catalans (<http://www.iec.cat>) en Cataluña y Acadèmica Valenciana de la Llengua (<http://www.avl.gva.es>) en Valencia que reconoce

“el valenciano, idioma histórico y propio de la Comunidad Valenciana, forma parte del sistema lingüístico que los correspondientes Estatutos de Autonomía de los territorios hispánicos de la antigua Corona de Aragón reconocen como lengua propia”, [http://www.avl.gva.es/dms/info/AVL- Dictamen-Valenci--DEFINITIU-versi--castellana](http://www.avl.gva.es/dms/info/AVL-Dictamen-Valenci-DEFINITIU-versi--castellana)